

# POUR FAIRE AVANCER NOTRE

**L**e 27<sup>ème</sup> Congrès du PCF va se tenir dans des conditions internationales exceptionnelles pour tout le Mouvement communiste. Dans nos conditions nationales, malgré une apparence plus tranquille, nous sommes confrontés pleinement aux défis sans précédent de la nouvelle situation. La conjonction est plus intime qu'on ne le pense en général de nos problèmes internes, caractérisés par la pression tous azimuts de la social-démocratie (sur le projet de société comme sur son organisation immédiate), avec les problèmes posés au plan international. D'où la responsabilité et l'ambition nécessaire de ce Congrès pour être à la hauteur des enjeux.

Paul Boccara

Face à une crise d'identité dans tout le mouvement communiste international qui nous touche aussi, comme on le voit dans les fédérations de notre parti, on peut rappeler le cri de victoire concernant le projet de société de Pierre Mauroy sur les communistes français et tous les communistes du monde publié en avril 1990 dans la *Revue de théorie et d'information des partis communistes et ouvriers* (1). On peut considérer par ailleurs le projet de Traité créant la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement de l'Europe de l'Est), dirigée par une personnalité du PS et où participe l'URSS, qui ne vise pas seulement à promouvoir « l'économie de marché », mais plus particulièrement à favoriser la « privatisation » et la prédominance privée dans une économie mixte (2).

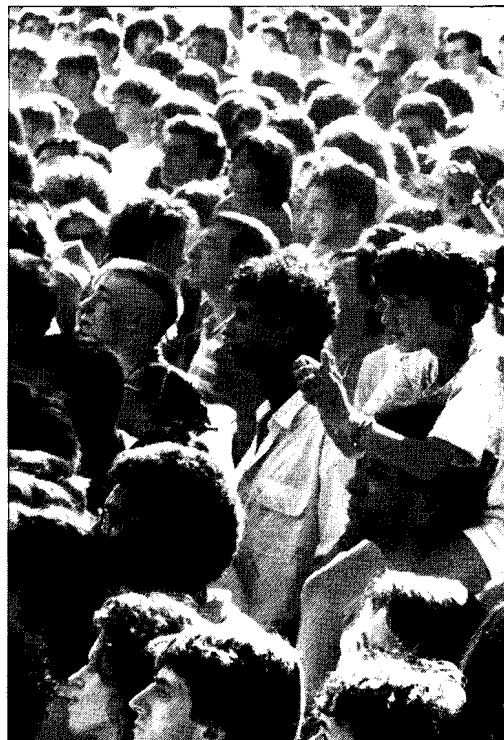
Certes, les avancées en direction du désarmement international comme en direction du respect des choix exprimés par les peuples ou surtout de la démocratisation politique et économique en Union Soviétique représentent de très grandes potentialités effectives. Mais on ne saurait négliger la progression des forces capitalistes dominantes ni les pressions, notamment social-démocrates, pour dévoyer ces avancées.

Au plan national aussi, F. Mitterrand et le PS — tandis qu'ils président à

des efforts de restructuration avec une partie de la droite, favorisant la domination des grands groupes capitalistes et développant de nouvelles difficultés sociales — cherchent toujours à occuper tout le terrain. Ainsi, ils prétendent réclamer une action publique contre les inégalités sociales accrues, contre l'argent facile et ses gains spéculatifs, pour une économie mixte et une société de protection ouverte, où l'Etat ne laisserait pas faire n'importe quoi aux forces du marché néanmoins choyées. Et les média, en liaison avec leur campagne sur l'effondrement du communisme lui-même (et non d'un type de socialisme), s'efforcent de déstabiliser encore les militants communistes présentés comme se cantonnant dans le refus et dans la surenchère.

## PROJET DE SOCIÉTÉ ET CONSTRUCTIONS SOCIALES NOUVELLES

Et pourtant des potentiels et des amorces réelles de construction d'un autre projet de société avec les travailleurs et les gens existent en France dans les idées et dans les luttes nouvelles qui tendent à monter au plan social fondamental comme à celui des relations internationales. Mais la question des questions est, à mon avis, d'arriver à s'en saisir et à les développer bien plus hardiment.



On dit parfois : « les gens ne sont pas mûrs pour relier leurs besoins immédiats à un projet de société très novateur » ; ou encore : « ne semons pas d'illusions, par exemple par des actions locales sur l'emploi, alors que l'emploi dépend d'un changement de politique national ». Mais comment ne pas voir que toutes les forces conservatrices veulent plus que jamais tuer l'idée d'un changement fondamental non seulement de politique mais de société. Ne risquez-vous pas d'oublier que c'est la fonction même du parti communiste que de nourrir l'espoir, au concret — en liaison avec des luttes, dont on ne saurait négliger les résultats si limités soient-ils — et non en général, de

(1) « Je le dis surtout aux amis communistes. Depuis 1920, nous menons un combat idéologique avec eux ... Ils doivent penser qu'en 1920-21, la majorité des socialistes sont devenus communistes et voir que notre socialisme de la liberté, de la responsabilité, c'est lui qui est victorieux d'un débat qui aura marqué ce siècle ! [...] Est-il devenu la clef du monde de demain, du XX<sup>e</sup> siècle qui s'ouvre à nous ? Nous pensons que la vie permet d'y répondre par l'affirmative ».

(2) Voir notamment les articles 1, 2 et 11 du projet (cités dans *Economie et Politique* de juin 1990, p.2).

# STRATÉGIE NOUVELLE



façon abstraite, d'un changement de société et pas seulement de politique ni même de perspective politique ?

Au contraire, les insuffisances sur les questions du projet de société et de la construction dans sa direction peuvent contribuer à stériliser nos avancées théoriques et pratiques. Ces insuffisances pourraient gêner le développement de notre identité révolutionnaire, en ne permettant pas de mobiliser de façon constructive les potentiels créateurs des luttes nouvelles. Elles gêneraient également la prise en compte positive du rejet de la politique politicienne, à l'opposé de sa récupération par l'abstention ou par le lepénisme.

Nous cherchons à construire une novation stratégique profonde depuis le 22<sup>ème</sup> Congrès du PCF disons-nous. Déjà il convient de rappeler que ce 22<sup>ème</sup> Congrès est tout particulièrement caractérisé par l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat. Cela va bien plus loin que s'affranchir du stalinisme. C'est toute la question d'une autre conception du

socialisme lié de façon nouvelle aux libertés, d'orientation autogestionnaire donc déjà, qui a commencé à être posée. Mais dans les conditions présentes, cette novation engagée depuis est mise au défi d'un approfondissement plus fondamental. Nous sous-estimons je pense, avec la gravité des défis nationaux et internationaux auxquels nous devons faire front, la profondeur de la novation nécessaire, que nous avons seulement commencé à entamer, pour l'avancée démocratique et même autogestionnaire vers un socialisme lui-même autogestionnaire.

Il convient de ne pas limiter, à mon avis, l'avancée nouvelle qui est encore nécessaire en ce moment à une actualisation du programme du parti adopté au précédent Congrès. Cela ne suffirait pas. Confirmer et enrichir notre orientation nouvelle, dans les conditions actuelles internationales et nationales voire internes au parti, si profondément modifiées, signifie à mon sens, non seulement procéder à un certain nombre d'additions et de compléments au programme, mais oser des remaniements et des avancées décisives sur notre stratégie.

Il convient évidemment de préciser encore notre conception du socialisme autogestionnaire pour la France. Mais pour la perspective sociale immédiate, allant dans la direction de ce socialisme, il ne suffit pas sans doute d'avancer des revendications, des objectifs et des moyens d'un programme d'améliorations sociales à conquérir. Il s'agit aussi, plus largement, de propositions concernant des modifications dans la pratique sociale des comportements, des modalités des luttes, des attitudes vis-à-vis des institutions et des forces dominantes. Ces propositions devraient viser à engager des processus tendant à construire de nouvelles relations sociales.

Par exemple, à propos du **secteur public**, les problèmes objectifs, nationaux et internationaux, nos difficultés propres comme aussi tous les potentiels qui montent dans les luttes

nouvelles, exigent notre participation active à un véritable processus de créativité dans les idées, les luttes ou les relations sociales et politiques concernant les différents éléments du secteur public, le rôle de leurs travailleurs et des usagers, leur place dans une nouvelle économie mixte à prédominance sociale.

Il ne s'agit pas seulement des difficultés et des exigences du déploiement de notre nouvelle stratégie. Il ne s'agirait même pas seulement de son enrichissement au sens de compléments limités. Il s'agit de son approfondissement avec des avancées nouvelles sur des axes fondamentaux de constructions sociales intermédiaires à rechercher : en liaison avec les questions cruciales des revendications de tous les salariés et de l'utilisation de tous les types de fonds, publics ou non, la restructuration des luttes pour l'insertion dans l'emploi (y compris la formation), l'intervention dans les gestions avec de nouveaux critères, le rassemblement pour une autre construction régionale, avec de nouvelles coopérations adaptées aux configurations spécifiques de chaque région, le rapprochement dans l'action des travailleurs de l'industrie et des services, une nouvelle mobilisation pour une novation fondamentale du secteur public et des relations d'économie mixte, l'organisation de convergences sans compromissions pour une autre construction de la Communauté européenne et des coopérations internationales.

## NE PAS ETRE A DÉCOUVERT SUR LA PERSPECTIVE SOCIALISTE ET L'AVANCÉE VERS ELLE

Nous avons déjà cherché à autocritiquer ce qui a été appelé le retard à nous dégager du modèle soviétique, (maintenu malgré tout), pour élaborer une conception originale du socialisme et de la marche vers lui dans nos conditions dès maintenant. Mais en réalité, c'est depuis la constitu-

tion du PCF en 1920 que nous sommes affrontés à une contradiction que nous tentons depuis de dépasser. D'un côté, nous voulons une orientation révolutionnaire effective et agissante, à l'opposé des compromissions et des reniements social-démocrates. D'un autre côté, nous ne pouvions pour autant réussir en reprenant des conceptions correspondant aux conditions d'un pays arriéré du point de vue du développement capitaliste, au plan économique et politique, ni en réactivant ainsi chez nous des traditions archaïques issues du blanquisme et du guesdisme. Il s'agissait d'aller de l'intérieur, de façon créatrice, bien au-delà des conquêtes sociales et démocratiques opérées dans notre société capitaliste, en participant aux recherches novatrices des travailleurs français depuis celles de la Commune de Paris ou encore du syndicalisme révolutionnaire des années 1900 sur l'intervention dans les gestions. Mais aujourd'hui, alors que la possibilité et le besoin de ces novations créatrices sont sans précédent, nous sommes encore largement comme orphelins d'un modèle de socialisme non suffisamment remplacé par un projet propre, profondément original et structuré.

Par ailleurs, quand nous faisons l'autocritique de la période du programme commun, nous avons encore tendance à voir plutôt la forme que le fond, alors que les deux aspects sont très importants et liés entre eux. Nous mettons l'accent sur la primauté de l'action avec les travailleurs et les gens à la base, du mouvement populaire, relativement aux accords de sommet. Mais aussi il faut voir les insuffisances sur les objectifs d'alors, liées à celles sur la méthode. Il s'agissait, par exemple, de l'accent mis sur les nationalisations beaucoup plus que sur leur utilisation nouvelle, pas seulement dans le programme mais dans nos campagnes. Si nous parlions de gestion démocratique et même d'une nouvelle logique de la croissance à construire (face à la profondeur de la crise) à partir des nationalisations, elles étaient largement minorées, précisément parce que, disait-on, c'étaient des idées trop en avance sur les gens, voire utopiques. Déjà en 1974, Ch. Fiterman disait devant le Comité Central que puisqu'il ne

s'agissait pas d'une tout autre société, socialiste, c'était le capitalisme avec seulement une progression démocratique et qu'une « nouvelle logique de la croissance », intermédiaire en quelque sorte, n'avait pas de sens. De toute façon, il fallait, disait-on, rester au niveau des gens et des choses simples comme le nombre de nationalisations et des établissements concernés, tandis que l'utilisation et le rôle des nationalisations étaient des problèmes techniques dont il ne fallait pas trop parler.

Et pourtant ces tentatives sur la gestion démocratique et une autre logique de la croissance étaient encore trop simples et extrêmement insuffisantes par rapport aux avancées, à partir de 1978, sur l'intervention des travailleurs dans les gestions avec de nouveaux critères d'efficacité sociale.

On pourrait faire des remarques analogues pour la démocratisation des institutions, par rapport à des conquêtes décentralisatrices de tendance autogestionnaire, ou encore pour la coopération internationale, notamment au plan européen.

En réalité, déjà à l'époque du programme commun, nos efforts nouveaux concernant le pluralisme politique, le rôle du suffrage universel parlementaire, la place du secteur privé, etc, tout en nous insérant mieux dans le développement démocratique français, nous laissaient aussi largement à découvert dans la différenciation du projet de société par rapport au PS. On se souvient de cette époque où des électeurs voire des adhérents potentiels ne voyaient pas très bien la différence, alors que le PS développait ses prétentions socialistes. Sauf à tenir compte de notre relation aux pays dits « socialistes existants », avec leur image et leur réalité, tandis que l'aspect prétendument plus moderne, ouvert et démocratique (voire autogestionnaire) du PS jouait en notre défaveur. Et nos efforts ultérieurs de différenciation ont pu être considérés comme des surenchères sectaires, dans la mesure où ils se situaient sur les mêmes terrains, au lieu d'en occuper de nouveaux.

Encore maintenant, nous avons de la peine à nous démarquer du discours de « gauche » de la social-démocratie. Ainsi on dit que nous sommes contre

la domination du profit maximum et que nous lui opposons une société fondée sur l'Homme ou encore la démocratie. Mais déjà Cheysson par exemple à parlé en ces termes au colloque de Strasbourg sur l'union économique et monétaire de l'Europe (\*). Nous lui avons fait remarquer que caractériser le capitalisme par le profit maximum en croyant le critiquer c'était exactement l'expression de Staline. Marx quant à lui se référait au taux de profit du capital et, ce faisant, non seulement à l'exploitation mais à l'accumulation, à la prédominance des moyens matériels sur les travailleurs dans le type de progression de la productivité. D'où aussi nos propositions actuelles d'un nouveau type de progression de la productivité et d'autres critères d'efficacité sociale opposés à ceux du taux de profit capitaliste. De même, lui avons-nous dit, il ne suffit pas de parler de l'Homme ni de la démocratie, si précieux soient-ils, mais d'insister sur le rôle nouveau de tous les hommes avec des avancées nouvelles de pouvoirs autogestionnaires, concernant les interventions dans les gestions, la décentralisation et la coopération, etc.

Ces deux dimensions : nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale faisant reculer ceux de la rentabilité capitaliste et pouvoirs autogestionnaires allant plus loin que la démocratie parlementaire, dans des constructions mixtes, nous permettant précisément d'avancer un projet original de construction en direction d'un socialisme autogestionnaire, à l'opposé de notre façon d'être à découvert sur le projet de société, avec l'abandon justifié du modèle soviétique. Il faudrait aussi considérer les propositions sur des coopérations internationales d'un type nouveau. Par parenthèse, les documents des 25<sup>ème</sup> et 26<sup>ème</sup> Congrès ont pris position en faveur des nouveaux critères de gestion, alors qu'on peut encore systématiquement les oublier tout en parlant de confirmation de nos choix stratégiques.

Et pourtant, avec la crise très grave et même l'effondrement, non pas du

(\*) Cf. *infra* notre compte-rendu p. 33 et 59, et particulièrement p. 54, 60, et 61. (NDLR).

communisme bien sûr, mais des régimes de rattrapage étatique voulant construire des sociétés socialistes, nous pouvons être bien davantage à découvert si nous n'avancions pas de façon plus soutenue sur des axes bien typés, en direction du projet de socialisme original autogestionnaire, non pas seulement dans les recherches théoriques, mais dans les batailles d'idées et dans les propositions pratiques des luttes en cours.

Mais aussi nous pouvons mieux prendre conscience, avec le choc des événements à l'Est dans le parti, du fait que le parti est encore, à son corps défendant, largement imprégné d'éléments du modèle soviétique, y compris dans la mesure où ils font barrage à d'autres conceptions considérées comme purement utopiques. Or, c'est un projet profondément original et bien caractérisé de socialisme, vers lequel aller de façon constructive dans les luttes d'aujourd'hui, qui peut empêcher que le projet d'une social-démocratie de gauche occupe le terrain, non seulement dans le monde du travail mais jusque dans le parti communiste, qu'on en soit conscient ou non, qu'on croie s'y opposer ou non.

D'ailleurs au plan international, dans tous les partis communistes ou qui se réclament du communisme, des tendances au ralliement des positions fondamentales social-démocrates sont effectives, au plan économique et politique. Le déficit de créativité théorique et pratique, concernant des constructions alternatives révolutionnaires, est tout à fait dramatique. Il s'agit notamment d'une régulation nouvelle marchande et décentralisée mais non fondée sur la rentabilité capitaliste, avec d'autres critères décentralisés que le taux de profit (avec dans nos conditions la possibilité d'une construction mixte, conflictuelle et évolutive, faisant reculer les critères de rentabilité). Il s'agit encore d'une construction institutionnelle mixte au plan politique, avec des avancées autogestionnaires (décentralisation régionale et concertations interrégionales, pouvoirs nouveaux d'intervention des travailleurs et de concertation à partir des entreprises) en liaison avec les institutions parlementaires représentatives et leur débat public pluraliste.

## LEVER LES FREINS ET LES INCOMPRÉHENSIONS VIS-A-VIS DES NOVATIONS POLITIQUES URGENTES

A juste titre, nous avons déjà dit au précédent Congrès que nous voulons à la fois, la défense et le changement. Mais à mon avis nous sommes en retard sur le changement. Faire plus sur les propositions de changement ne signifie pas du tout moins défendre. Au contraire, des propositions crédibles favorisent la mobilisation pour la défense, et inversement dans la défense monte la créativité de propositions nouvelles qu'il convient de valoriser. On ne doit ni confondre ni opposer les deux aspects distincts et complémentaires. Ainsi, même si les luttes sont porteuses de propositions, les propositions exigent un travail d'élaboration propre à partir des luttes, dans des dialogues spécifiques rassembleurs avec tous les intéressés. De même, il convient d'organiser un va-et-vient entre la créativité dans les luttes et la créativité dans l'élaboration théorique. Ainsi à propos des nouveaux critères d'efficacité sociale d'utilisation des fonds, dans les luttes porteuses de propositions, on va souvent dans leur sens sans le savoir. Les nouveaux critères de gestion ce n'est pas un truc d'économiste, cela peut être très concret. C'est par exemple, ici, à tel endroit, tels fonds publics, cela fait combien d'emplois ? Mais on ne peut les développer eux-mêmes qu'en les utilisant dans les luttes concrètes, sur le terrain. Ce qui ne veut pas dire faire des exposés techniques passant par dessus la tête des travailleurs, mais cherchant à développer avec eux la cohérence des propositions qui montent dans telles luttes particulières face aux cohérences patronales et à celles de leurs appuis publics actuels. C'est une question de choix politique stratégique.

Des camarades croient bien faire quand ils s'élèvent contre ce qu'ils appellent des « illusions » sur des changements à construire, à partir des luttes à la base et des interventions dans les gestions, dans les entreprises, les localités, et les régions. Bien sûr, cette recherche de construction n'a jamais voulu dire obtenir les cho-

ses automatiquement avec des recettes miracles. Mais aussi il faut voir que le PS l'a emporté en 1981 en répandant des illusions. Ce qui ne veut pas dire qu'il faut des illusions mais qu'il faut dépasser la revendication évidente immédiate tout en s'appuyant sur elle, pour mobiliser aussi avec l'imagination et l'espoir. Nous ne pouvons pas attendre vingt ans pour comprendre que cette lutte contre de prétendues illusions peut désarmer les communistes des avancées originales recherchées dans le parti, en laissant le champ libre aux illusions de la social-démocratie et d'autres.

Au moment où nous avons le plus besoin de projets (non pas opposés aux luttes mais liés à ce qui monte dans les luttes), ou peut assister à des mises en doute systématiques de l'utilité des projets. C'est une tragédie. Des projets fortement caractérisés, issus des luttes et aspirations, à enrichir et modifier en liaison avec les luttes et les expérimentations ne peuvent être qualifiés de schémas préconçus. Au moment où nous avons le plus besoin de développer notre identité communiste dans les luttes, par l'enrichissement mutuel de la créativité théorique et de la créativité pratique, on peut entendre mettre en cause le rôle décisif de la liaison, dans les deux sens, de l'élaboration théorique et des luttes sociales, qui a toujours représenté la caractéristique idéale (mais trop souvent refoulée) des mouvements communistes marxistes. On prend même parfois argument de l'échec des conceptions dogmatiques en URSS pour rejeter l'élaboration théorique ouverte et liée aux luttes qui est leur opposé, tandis que le dogmatisme a toujours couvert l'empirisme et vice-versa.

Il s'agit de pouvoir engager le bras de fer sur la société et l'économie mixtes conservatrices de Mitterrand, depuis les luttes concrètes diversifiées. Pour cela, il convient de s'attacher à lever tous les freins et incompréhensions dans le parti communiste lui-même, vis-à-vis des hardiesses d'un projet marxiste novateur. Ces novations concernent des constructions intermédiaires mixtes, à prédominance sociale, à faire avancer à

partir des luttes en cours, en allant en direction d'un socialisme autogestionnaire.

## RASSEMBLEMENTS NOUVEAUX SUR DES CONTENUS NOUVEAUX

Les rapports de forces n'ont bien sûr rien d'immuable et eux aussi se construisent pied à pied sur des contenus sociaux. En ce qui concerne l'analyse des fondements dans les forces productives nouvelles et dans les mutations sociales de la possibilité de rassemblements nouveaux de portée révolutionnaire, le colloque de mai organisé par l'IRM avec le concours des revues « Avancées » et « Issues » a montré le besoin de saisir la nouveauté des débuts de la révolution informationnelle liés au processus d'achèvement de la révolution industrielle. A l'opposé d'une vision élitiste, scientifique et technocratique, il convient, à mon avis, de ne pas mettre l'accent de façon unilatérale sur la science et la technologie, en négligeant notamment les questions essentielles de la formation (non élitaire) et de l'information (sans restrictions) de tous les travailleurs, pour leur rôle nouveau dans la production mais aussi pour leurs interventions dans les gestions.

En ce qui concerne l'action du parti en direction des diverses catégories de travailleurs, je pense qu'il ne suffit pas de mettre davantage l'accent sur les ingénieurs, techniciens et cadres. Certes, il convient de faire beaucoup plus dans leur direction, sans l'opposer à l'action avec les plus pauvres. Mais cela ne serait pas suffisant. D'ailleurs, c'est depuis les années trente notamment en Union Soviétique que l'accent a commencé à être mis sur les ingénieurs, techniciens et cadres dans le mouvement communiste. Il convient d'inscrire cette amélioration de notre activité dans une action plus large en direction de tous les salariés dits non productifs des services, dans les entreprises de production ou en dehors des entreprises de production, en particulier dans les hôpitaux, l'éducation nationale et la recherche, les services administratifs et financiers, où les femmes sont d'ailleurs particulière-

ment nombreuses. Je ne crois pas, pour ma part, qu'on doive considérer que outre les ouvriers et employés concernés « directement intéressés » par nos propositions, les autres catégories de salariés devraient être intéressées moins directement en quelque sorte et être rangées avec les agriculteurs, les artisans et les commerçants. Nous ne pouvons laisser la notion de majorité salariale, sur laquelle nous avons les premiers attiré l'attention, à François Mitterrand, tout en faisant bien sûr des distinctions dans cette majorité mais en soulignant la tendance au rapprochement de la classe ouvrière. Nous devons chercher à rassembler tout particulièrement toutes les catégories de salariés, depuis ceux qui sont le plus en difficultés jusqu'aux couches les plus nouvelles, ouvrières et non ouvrières. C'est le cas tout particulièrement pour les interventions dans les gestions des entreprises ou pour un autre secteur public dans une autre économie mixte.

En ce qui concerne les rassemblements nouveaux et les constructions intermédiaires à rechercher, on peut considérer que le niveau régional de l'action et de l'organisation du parti, où nous avons tant de retard par rapport aux transformations objectives comme par rapport à l'organisation de la droite et du PS, devrait connaître dès le 27<sup>ème</sup> Congrès une réévaluation fondamentale. A ce niveau des Régions peuvent converger tout particulièrement les différentes batailles concernant, en liaison avec les luttes immédiates, la construction de nouveaux rapports et institutions, depuis la novation du secteur public dans une autre économie mixte à prédominance sociale, jusqu'à une autre construction des relations européennes et internationales, en passant par les interventions des travailleurs dans les gestions des entreprises et de nouvelles coopérations entre les entreprises de production et les services, ainsi que par le changement des rapports de force pour une autre politique nationale. C'est, par parenthèse, aussi à ce niveau que va avoir lieu la prochaine consultation électorale.

Au lieu d'opposer, il convient de relier des perspectives politiques crédibles d'union à gauche, à la cons-

truction décentralisée de rassemblements et rapports de forces sociaux et politiques nouveaux sur tous les terrains. D'ailleurs, si la perspective politique concerne avant tout une union nouvelle des forces qui se réclament de la gauche, elle peut aussi concerner d'autres forces comme celle des Verts, ou encore des forces qui refusent la domination allemande contre la nation et les autres pays d'Europe, et envisager également les questions d'un partenariat avec les syndicats de travailleurs. Au plan international, nous devons d'ailleurs faire face de façon créatrice et rassembleuse, aux défis concernant la construction d'une autre Communauté en Europe occidentale, comme de nouvelles relations avec l'Europe de l'Est, défis lancés notamment par l'action de ceux qui se réclament de « l'Euro-gauche ».

Nos luttes et nos propositions nouvelles pour construire autrement avec les travailleurs, les peuples et les nations souveraines et associées dans la Communauté Européenne devraient pouvoir être l'objet d'un débat et d'une prise en compte de masse. Ces propositions nouvelles se relient intimement à la nécessité d'avancées profondément novatrices, pour dépasser ce qui était dit traditionnellement d'un *Nouvel Ordre International*, face aux défis nouveaux de la domination capitaliste (notamment technologique, financière et idéologique) comme aux potentialités nouvelles d'ententes zonales et internationales. Cela concerne notamment l'organisation de la convergence des luttes pour des constructions institutionnelles nouvelles en vue de la coopération et non de la domination de tous les peuples du monde, au plan économique et politique, avec notamment les peuples de l'Est de l'Europe, mais aussi ceux de tous les pays en voie de développement qui forment la majorité de l'humanité, ou encore des pays capitalistes actuellement dominants. Face à la nouveauté des défis et des enjeux, au plan technologique, financier, culturel, sociologique, militaire, politique, etc, de nouvelles avancées sur le fond et de nouveaux rapprochements doivent pouvoir faire l'objet de réflexions nouvelles. ■